

Environmentally-induced Migration: Perceptions and Realities

François Gemenne

Francois.Gemenne@sciencespo.fr

EMN Educational Seminar - Bratislava, 20 August 2014

The WSJ anecdote



Le réchauffement, cause croissante de migrations

38 millions de personnes ont dû, en 2010, quitter leur lieu de résidence en raison d'événements climatiques

Les migrations liées au climat, ou « migrations climatiques », ne sont plus un phénomène à venir, mais déjà une réalité. Elles sont devenues plus importantes que les migrations liées aux conflits, indique Shakhoul Haque, de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), dans le premier « État de la migration environnementale 2010 » (State of the Environment Migration 2010) que vient de publier cette organisation avec l'Institut du développement durable et des relations internationales (IDRI).

Si, en 2008, on comptait 4,6 millions de personnes déplacées dans leur pays du fait d'un conflit violent, il y en avait 30 millions qui avaient dû quitter leur lieu de résidence à la suite d'une catastrophe naturelle. Les « migrants environnementaux » ont été 15 millions en 2009, 18 millions en 2010. L'année 2010 devrait voir un chiffre de même ampleur, explique François Gemenne, chercheur à l'IDRI et coordinateur de l'ouvrage. Le tsunami et l'accident de Fukushima les innovations en Thaïlande, en Chine et aux Philippines ont provoqué des déplacements massifs.

Le rapport rassemble une série d'études de cas qui montrent la diversité des situations et la complexité du phénomène. Réalisées par des étudiants de Sciences Po-Paris sous la supervision d'experts, elles analysent précisément la gestion des crises qui se sont produites en 2010 au Pakistan (inondations), en Russie (feux de forêts), en Haïti ou au Chili (séismes), en France (tempête Xynthia).

Mais l'un des principaux apports de la recherche est de montrer que des événements soudains et brutaux ne sont pas seuls à provoquer ce type de migrations. Une dégradation lente de l'environnement peut aussi conduire à des déplacements involontaires. Par exemple, la fumée des incendies forestiers au Népal s'est accrue à long terme, ce qui a entraîné des déplacements de populations vers des zones plus fraîches.

Des sécheresses similaires peuvent aussi induire des migrations



Familles en provenance du Bhoutan, réfugiées « climatiques » au camp de Thimi, dans l'est du Népal, le 13 octobre.

sur la longue durée, comme en Darfour (Soudan) ou dans le Nord-est indien. Le cas de l'Amazonie brésilienne est un autre exemple : la déforestation entraîne une occupation des terres plus rapide, les sols sont mis à nu et épuisés, les populations finissent par migrer.

Les sécheresses derrière la crise du Darfour

Le Darfour, au Soudan, illustre bien les processus lents de dégradation environnementale entraînant une crise soudaine. À partir des années 1980, les sécheresses ont déstabilisé l'équilibre des populations nomades du Nord et des agriculteurs sédentaires du Sud. Les migrations ont commencé à se produi-

re d'autres caractéristiques des migrations environnementales apparaissent nettement. D'une part, la très grande majorité des cas analysés sont des migrations internes aux pays, sans franchissement de frontières. Les pays sont seuls face au problème qu'ils rencontrent, alors que, lorsque celui-ci dépasse, il y a

de Nord vers le Sud alors que celui-ci était lui-même affaibli par la baisse des pluies. Les migrants furent la cible de violences. Dans la guerre civile des années 2000, 300 000 personnes furent tuées. Cette cause environnementale a été ignorée dans la gestion du conflit.

changement climatique, ils n'en ont souvent pas responsables. D'autre part, les migrants environnementaux subissent leur migration et aspirent finalement à revenir chez eux – à la différence des migrations économiques, où l'on espère trouver ailleurs un meilleur sort que chez soi.

Un troisième élément original de l'étude est de montrer, à travers le cas français de la tempête Xynthia, que les pays du Sud ne sont pas seuls à être confrontés au phénomène de la migration environnementale. Plusieurs milliers de personnes furent aller ailleurs, soit du fait de la tempête elle-même, soit en raison de la décision prise par la suite d'envoyer les habitations situées en zone vulnérable. La tempête « a mené des

faibles migrations dans le système français de protection des populations par les zones côtières », observe notamment le rapport.

De fait, le cas français – comme les autres – souligne l'importance des politiques publiques adoptées : un leitmotiv du rapport est d'indiquer que les conséquences des catastrophes naturelles sont tout aussi liées à la préparation et à la gestion des pouvoirs publics qu'à l'ampleur même de l'événement.

Les migrations environnementales commenceront à pénétrer l'agenda international. Il est certain qu'elles vont s'accroître. Sur la base de données EM-DAT, gérées par le Centre de recherches sur l'épidémiologie des catastrophes (CREC), à

L'université catholique de Louvain, montre une augmentation constante du nombre de catastrophes depuis 1970. Par ailleurs, les événements météorologiques extrêmes devraient se multiplier, selon le résumé du rapport spécial publié en novembre par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC).

Le droit international reste à construire. La convention de Genève sur les réfugiés (1951) n'est pas adaptée à la migration environnementale, notamment parce qu'elle implique forcément un franchissement de frontières.

Les conséquences des catastrophes naturelles sont tout aussi liées à la préparation et à la gestion des pouvoirs publics qu'à l'ampleur de l'événement

Le problème demeure à trouver chez les pays responsables du changement climatique les fonds pour aider les pays qui en sont les plus victimes à y faire face. La décision de la conférence des Nations unies sur le climat à Cancun, en décembre 2009, a ouvert la voie : son article 14 évalue les migrations et déplacements liés au changement climatique parmi les mesures qui pourraient être financées par le « Fonds vert ». Ce fonds est pour l'instant une coquille vide. Les pays riches ont promis de le doter de 100 milliards de dollars (77,3 milliards d'euros) par an à partir de 2010.

Mais, selon François Gemenne, il faut aller encore plus loin : « Il faut déjà réfléchir à un scénario de fort réchauffement, qui implique une nouvelle distribution des populations à l'échelle du globe. Certaines zones ne seront plus viables, et leurs habitants devront migrer. Il va falloir trouver comment faire, plutôt que de vouloir attendre l'urgence ».

Isabelle Knappe

Après les attentats de Noël, le cycle des représailles

La peur d'une guerre de religion au Nigeria

Après les attentats de Noël, le cycle des représailles



Voltaire Sainte Thérèse à Maidala, à 40 km d'Abuja, la capitale du Nigeria, après l'attentat de Noël.

Le 25 candidats de la gauche aux législatives

Politique en 2012? Le pour des une di

Les entreprises trop passives face à la pénibilité au travail

Social Prevus par la réforme des retraites, des accords sur la prévention de la pénibilité devaient être signés dans les entreprises de plus de 50 salariés avant le 31 décembre 2011. Peu se sentent concernés. Page 14

Génocide arménien : la recherche menacée

Entretien L'historien Vincent Duclert souligne « l'importance de l'offensive négationniste » en Turquie. Selon lui, la loi votée en France « vise à défendre la vérité historique, mais elle en affaiblit les bases ». Mieux vaudrait sou-



PERITO MORENO, ARGENTINA, IS A MASS OF ICE STRIPPING 270 SQUARE MILES. YET THE PETROLEUM ENERGY HUMBLE SUPPLIES AMOUNTS TO ONLY 10% OF THE RATE OF 7 MILLION TONS A DAY!

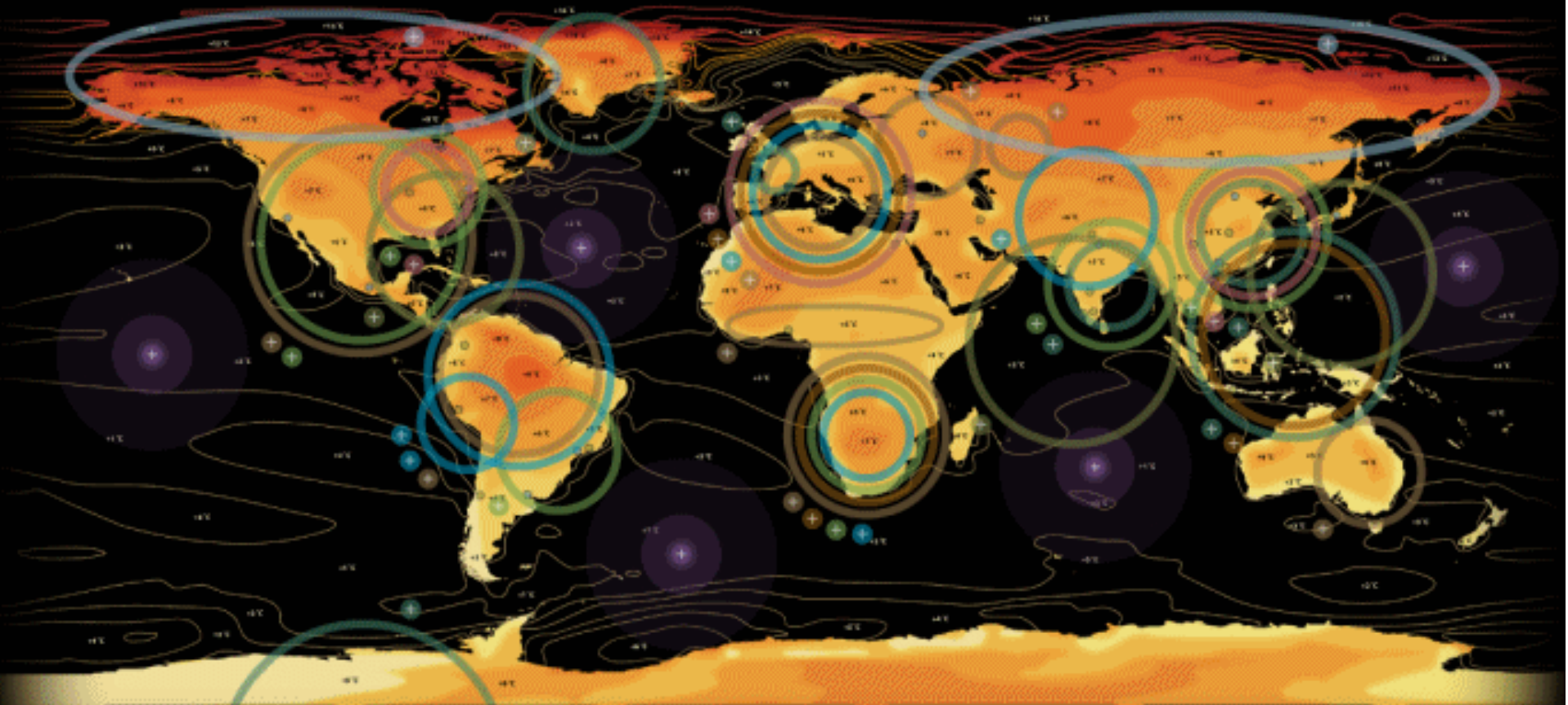
EACH DAY HUMBLE SUPPLIES ENOUGH **ENERGY** TO MELT 7 MILLION TONS OF GLACIER!

This giant glacier has remained unmelted for centuries. Yet, the petroleum energy Humble supplies—it converted into heat—could melt it at the rate of 80 tons each second! To meet the nation's growing needs for energy, Humble has applied science to nature's resources to become America's Leading Energy Company. Working wonders with oil through research, Humble provides energy in many forms—to help heat our homes, power our transportation, and to furnish industry with a great variety of versatile chemicals. Stop at a Humble station for new Enco Extra gasoline, and see why the "Happy Motoring" Sign is the World's First Choice!

HUMBLE
OIL & REFINING COMPANY
America's Leading **Energy** company



Copyrighted Material



The Amazon Forest ▲

Agriculture ▲

Water availability ▲

Sea-level rise ▲

Carbon cycle ▲

Temperature rise ▲



Crops



Water Availability



Sea Level Rise



Marine



Drought



Permafrost



Tropical Cyclones



Extreme Temp.



Health

+ °Celsius

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
2	4	5	7	9	11	13	14	16	18	20	22	23	25	27	29

+ °Fahrenheit

City population

● 5-10 Million

● 10-20 Million

Source: UN Statistics Division Demographic Yearbook 2014

Credit



National Geographic, February 2014





Why environmental and migration scholars don't agree

- ▶ Defining question:

*Is environmental migration/displacement
a new category of migration/displacement?*

- ▶ Migration scholars dismiss the idea that there 's anything new, and insist on the multi-causality of migration.

- ▶ They have a policy agenda: protect the rights of migrants and refugees.

- ▶ Environmental scholars embrace the idea of a 'new' category of migration, induced by climate change?

- ▶ They have another policy agenda: prompt action on climate change.

‘Climate refugees’ as the human faces of global warming

- ▶ Migrants are often portrayed as expiatory, powerless victims of climate change.
- ▶ They are also the first witnesses of climate change, the living proofs that global warming is under way.
- ▶ The idea of a multi-causal migration doesn't get along very well with this rhetoric.



Act on climate change, or fear the refugees



▶ London Futures, exhibition at the Museum of London



A 'disaster ready for consumption'

(Farbotko 2011)



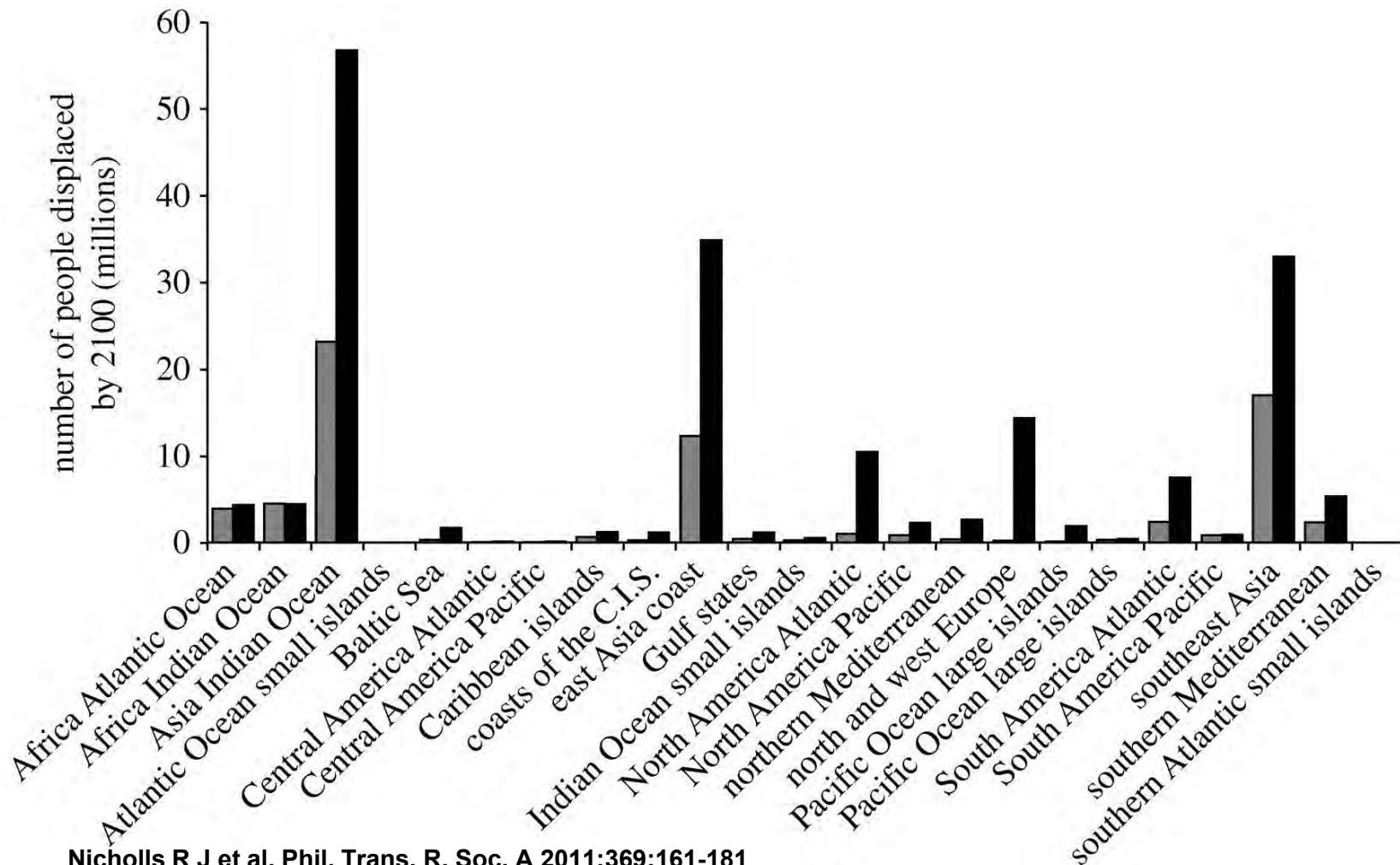
Pitfalls of this rhetoric

- ▶ **It doesn't match reality**
 - ▶ Environmental displacement is often an internal and multi-causal movement.
- ▶ **It induces environmental determinism**
 - ▶ Assumption that the nature and extent of the migration flows will depend upon the impacts of climate change.
 - ▶ Ignores the role of policies
- ▶ **It doesn't serve the interests of the migrants**
 - ▶ Fuels xenophobic prejudices
 - ▶ Migrants perceived as a threat to security

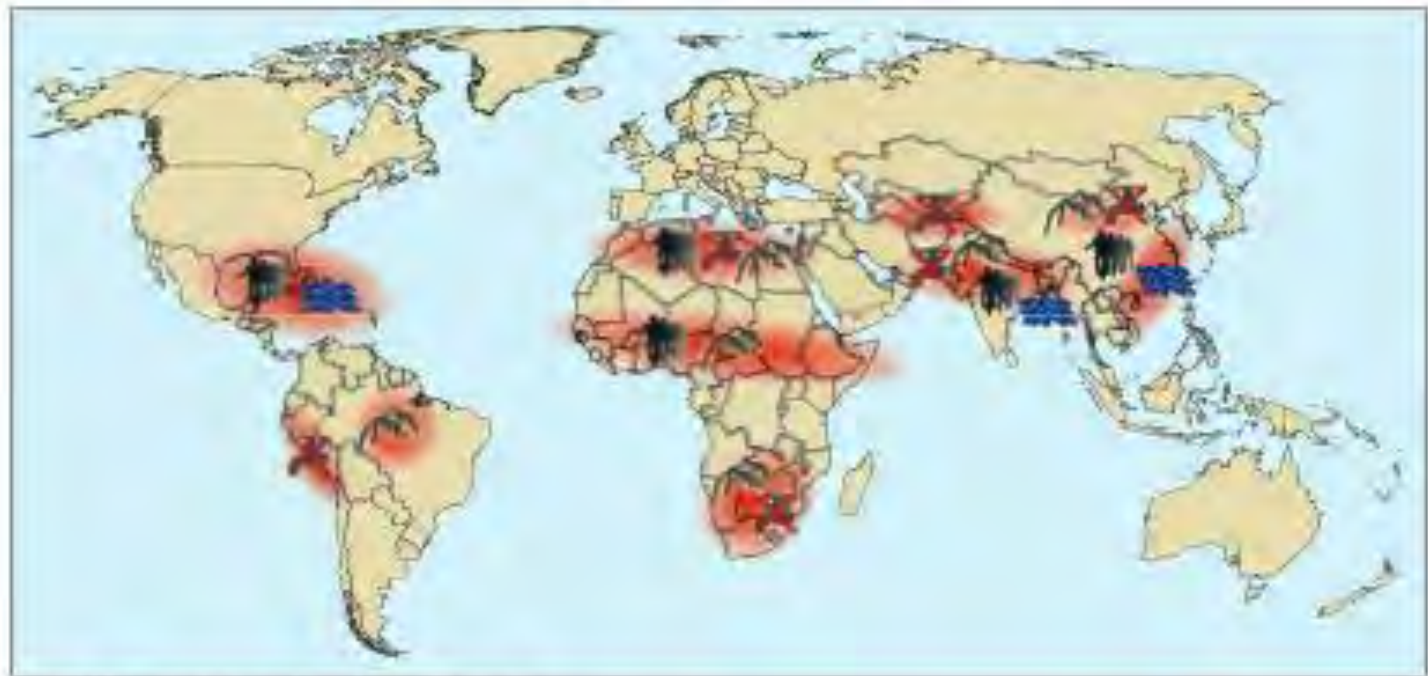


A deterministic perspective

The distribution of net population displacement over the twenty-first century by region assuming no protection for a 0.5 m (grey bars) and a 2.0 m (black bars) rise in sea level.



A security agenda



Conflict constellations in selected hotspots



Climate-induced degradation of freshwater resources



Climate-induced decline in food production



Hotspot



Climate-induced increase in storm and flood disasters



Environmentally-induced migration

A powerful instrument:
Small island states as laboratories of climate change



-
- ▶ Islands are viewed as the incarnation of the impacts of climate change
 - ▶ Islanders as the first witnesses (and the first victims) of climate change
 - ▶ This representation has increasingly been used by SIDS governments make their voices heard in the negotiations

Islands seem to matter only because they disappear





17 October 2009



In Copenhagen, they had forgotten to put the small islands on the giant globe that was in the middle of the conference hall.



Canaries in the coalmine

- ▶ Canaries were used in coalmines to alert miners about the presence of toxic gases.
- ▶ Likewise, ‘refugees’ from small islands are supposed to alert us about the dangers of climate change.
- ▶ Deterministic perspective: migration presented as unavoidable.

Though well-intentioned, this rhetoric is deeply self-centred:

- ✓ « Look at them to see what’s going to happen to us »
- ✓ In the coalmine, canaries were never saved
- ✓ Relativist trap, which might disempower islanders and undermine the possibilities of local adaptation.



Policy-wise, an excessive focus...

- ...On the development of new legal instruments
At the expense of migration governance
- ...On climate change
At the expense of natural disasters and other environmental changes
- ...On humanitarian challenges
At the expense of adaptation, development and justice
- ...On those who leave
At the expense of those who stay behind



The Parliament of the
Commonwealth of Australia

THE SENATE

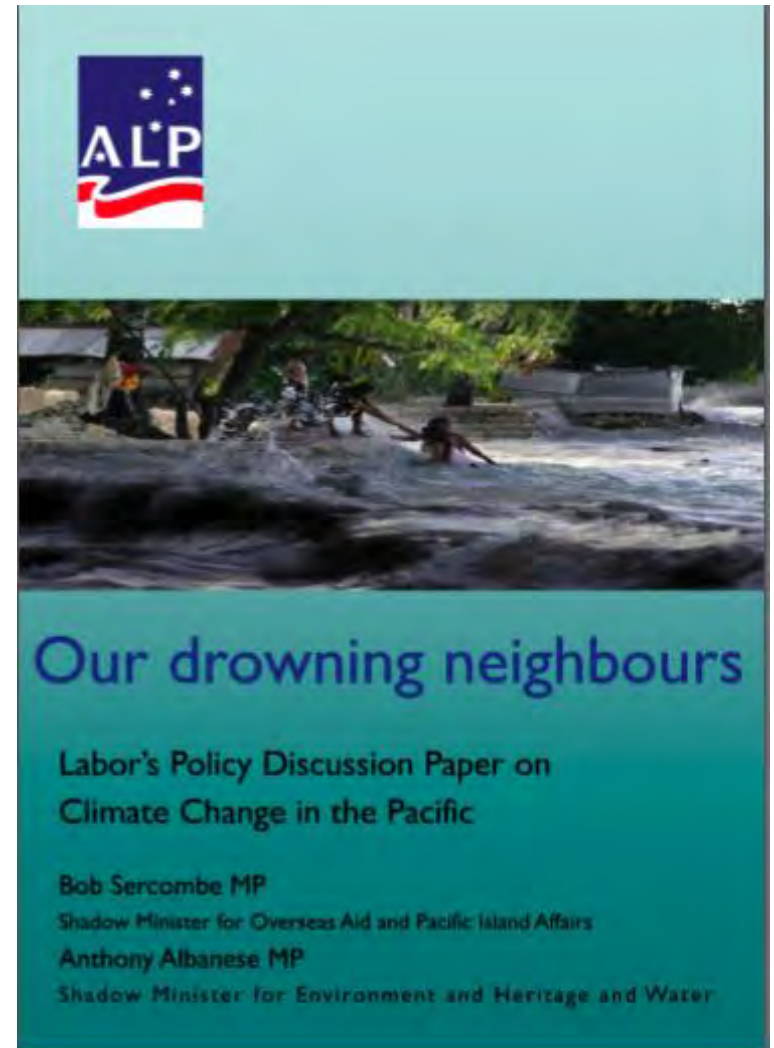
Presented and read a first time

Migration (Climate Refugees) Amendment Bill 2007

No. , 2007

(Senator Nettle)

**A Bill for an Act to recognise refugees of climate
change induced environmental disasters, and for
related purposes**



Some well-intentioned reactions in Australia

A Copernican revolution



Families in Bangladesh seek safer areas after severe floods in 2007.

Migration as adaptation

Mobility can bring opportunities for coping with environmental change, say **Richard Black**, **Stephen R. G. Bennett**, **Sandy M. Thomas** and **John R. Beddington**.

POLICY RESEARCH WORKING PAPER

5270

BACKGROUND PAPER TO THE 2010 WORLD DEVELOPMENT REPORT

Accommodating Migration to Promote Adaptation to Climate Change

*Jon Barnett
Michael Webber*

The Cancun opportunity

4. *Invites* all Parties to enhance adaptation action under the Copenhagen Adaptation Framework [for Implementation] taking into account their common but differentiated responsibilities and respective capabilities, and specific national and regional development priorities, objectives and circumstances, [and whereby developing country Parties shall be supported by developed country Parties and in accordance with paragraph 6 below], to undertake, inter alia:

- (a) Planning, prioritizing and implementing adaptation actions, including projects and programmes,² and actions identified in national and subnational adaptation plans and strategies, national adaptation programmes of action of least developed countries, national communications, technology needs assessments and other relevant national planning documents;
- (b) Impact, vulnerability and adaptation assessments, including assessments of financial needs as well as economic, social and environmental evaluation of adaptation options;
- (c) Strengthening institutional capacities and enabling environments for adaptation, including for climate-resilient development and vulnerability reduction;
- (d) Building resilience of socio-economic and ecological systems, including through economic diversification and sustainable management of natural resources;
- (e) Enhancing climate change related disaster risk reduction strategies, considering the Hyogo Framework for Action³ where appropriate; early warning systems; risk



assessment, and management and sharing and transfer mechanisms such as insurance [, compensation and rehabilitation]; at local, national, subregional and regional levels, as appropriate, to address loss and damage associated with climate change impacts in those developing countries that are particularly vulnerable to the adverse effects of climate change [and/or to the impact of the implementation of response measures];

- (f) Measures to enhance understanding, coordination and cooperation related to national, regional and international climate change induced displacement, migration and planned relocation, where appropriate;
- (g) Research, development, demonstration, diffusion and transfer of technologies, practices, and processes; and capacity-building for adaptation, with a view to promoting access to technologies [, in particular in developing country Parties];
- (h) Strengthening data, information and knowledge systems, education and public awareness;
- (i) Improving climate-related [and related to the impact of the implementation of response measures] research and systematic observation for climate data collection, archiving, analysis and modelling for improved climatic-related data and information to decision-makers at national and regional levels;
- (j) [Action identified in decisions 5/CP.7 and 1/CP.10;]
- (k) [Minimizing adverse social, environmental and economic impacts on developing countries;]

Migration as an environmental policy?

- ▶ New defining question:

Is migration a failure to adapt, or an adaptation strategy?

- ▶ *End result:* Current drift towards UNFCCC as the best framework to address the issue

- ▶ Perceived need to address the issue globally – and no such mechanism with regard to migration governance.
- ▶ Environmental displacements not related to climate change are forgotten.
- ▶ Issue of preemptive resettlements, especially in a 4° C+ scenario.



Displacement in the name of adaptation

- ▶ Some of the most vulnerable zones are also amongst the most densely populated.
- ▶ Some governments have already started moving populations in prevision of future climate change impacts.
- ▶ Examples:
 - ▶ China – ‘Environmental Migration’ program in Inner Mongolia
 - ▶ Aimed at fighting against desertification
 - ▶ Resettled nomadic pastoralists in towns and villages
 - ▶ Nomadic pastoralists were considered as part of the problem
 - ▶ Vietnam – Flooded communities
 - ▶ Resettling of villages in the Mekong delta
 - ▶ Actually increased the vulnerability of communities



Why migration scholars and policy-makers need to reinvest the field

- ▶ To reconcile the political construction with the empirical reality.
- ▶ Because if they don't, lessons from the past could be lost;
- ▶ discriminations could be created;
 - ▶ Between those who stay and those who leave;
 - ▶ Between those displaced by climate change and other disruptions;
 - ▶ Between 'environmental migrants' and other migrants.
- ▶ and the policy responses might just prove unrealistic.
 - ▶ But possibly more humane?

